

REUNION DES CANDIDATS A L'ELECTION PRESIDENTIELLE AUTOUR DU PACTE ECOLOGIQUE

31 janvier 2007

DECLARATION DE MARIE-GEORGE BUFFET Parti Communiste Français

"Voici déjà plusieurs décennies que l'environnement a fait irruption dans la société et dans le débat politique. Ce problème a longtemps été sous-estimé. Il est maintenant omniprésent, à l'échelle planétaire. Du film d'Al Gore, au dernier rapport du GIEC en passant par celui de Nicolas Stern, tout montre que la situation écologique de la planète est particulièrement grave et qu'il faut réagir d'urgence.

Pour la première fois de notre histoire, c'est la survie des espèces, y compris l'espèce humaine, qui est en jeu.

Nous avons, durant les quarante dernières années, consommé plus d'énergie que celle accumulée depuis notre apparition sur la planète.

L'eau se raréfie au point de mettre en cause les productions agricoles. 27 000 espèces disparaissent chaque année. Ce rythme d'extinction des espèces animales et végétales est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

L'accroissement des risques industriels, les pollutions de l'air et de l'eau se multiplient au point de rendre l'air irrespirable dans les mégapoles et l'eau imbuvable dans les régions où se pratiquent l'élevage et l'agriculture intensifs.

L'état de la planète suscite une légitime inquiétude. En France comme en Europe, ces questions sont parmi les préoccupations majeures des citoyens.

Les exigences d'une meilleure qualité de vie ne cessent de s'exprimer. Les luttes multiformes pour l'eau, l'énergie, la préservation des écosystèmes, pour une alimentation saine grandissent d'année en année.

Contre la tentation productiviste, il nous faut aujourd'hui penser un autre rapport à la nature et aux ressources naturelles afin de transmettre aux générations futures une planète vivable.

Dans le même temps, gardons bien à l'esprit que ce sont toujours les plus pauvres, au Sud comme au Nord, qui subissent la dégradation de notre environnement naturel. Du « cauchemar de Darwin » à la Louisiane, les similitudes sont impressionnantes. Et comment ne pas voir que la recherche du profit maximum conduit à d'immenses désastres écologiques ? Citons pour exemple, les destructions irraisonnées des forêts amazonienne ou africaines, les monocultures intensives, l'exploitation des OGM par les multinationales de l'agroalimentaire au détriment d'une agriculture paysanne et d'une alimentation diversifiée des populations locales.

Les temps courts du profit apparaissent de plus en plus incompatibles avec les temps longs des écosystèmes, mais aussi avec la nécessité de satisfaire les besoins et les aspirations des milliards d'individus qui peuplent notre planète.

Peut-on concevoir désormais le progrès à l'échelle planétaire autrement qu'en termes durables, soutenables et renouvelables ? En même temps, n'est-il pas urgent de penser et de convaincre de la nécessité, pour répondre à ces exigences, de dépasser toutes les formes de domination, d'exploitation et d'aliénation du genre humain mais aussi de la nature.

Monsieur Hulot, j'ai signé le pacte écologique que vous m'avez proposé parce que comme vous, je considère qu'il y a urgence à faire du combat écologique une grande cause nationale et planétaire. Pour autant, comme je vous l'ai écrit, je ne partage pas l'opinion selon laquelle le combat écologique ne serait ni de droite, ni de gauche et transcenderait les clivages politiques. L'enjeu écologique est un enjeu de transformation de la société au même titre que les questions sociales. Je dirai même qu'il est urgent de croiser enjeux sociaux et enjeux écologiques ! Les politiques ultralibérales et productivistes qui font courir cet immense danger à la planète sont les mêmes que celles qui engagent les hommes et les femmes dans une régression sociale extrême.

Le productivisme débridé que nous subissons est modelé par un capitalisme mondialisé qui conjugue parfaitement profits à court termes, inégalités sociales et mise en cause de notre écosystème.

Il est donc urgent de s'inscrire dans le dépassement des modes de production et de consommation actuels et d'inventer un développement capable de combattre toutes les formes de domination. Il est urgent de parvenir à répondre tant aux aspirations à une planète propre, vivable et respirable, qu'à celles d'un monde solidaire garantissant à chaque être humain et à chaque peuple l'accès aux droits sociaux, culturels ainsi qu'aux ressources naturelles.

Certaines opposent à la croissance capitaliste l'idée de décroissance. Je suis convaincue que cette idée ne ferait qu'entériner et aggraver les inégalités et les formes de domination actuelles.

Je préfère inventer un autre type de croissance, économe des ressources naturelles, répondant aux besoins sociaux ainsi qu'à l'accès de tous et toutes aux biens et aux services indispensables.

Ce développement durable et soutenable, social et solidaire, je ne le crois possible qu'en s'affranchissant des politiques néo-libérales.

Peut-on, en effet, défendre l'environnement en faisant des quotas de pollution un véritable marché dominé par les plus riches et favorisant le dumping environnemental ?

Peut-on défendre l'environnement en faisant de « la concurrence libre et non faussée » le credo d'une économie dominée dès lors par des géants sans scrupules comme le montre à nouveau la pollution des côtes bretonnes cette semaine.

Peut-on défendre l'environnement sans faire des services publics le bras armé de cette ambition ?

L'eau, l'énergie, les déchets, la défense de la bio-diversité sont des biens communs qui doivent échapper comme l'école, la santé, la recherche et la culture à la marchandisation.

A toutes ces questions, ma réponse est non.

Pour l'écologie, ce sont de propositions nouvelles dont l'on a besoin.

Parce que l'écologie est une questions transversale à toutes les politiques publiques, je nommerai un ministre d'Etat chargé exclusivement de l'écologie et du développement durable. Son action chapeauterait notamment celle des ministres des transports, du logement, de l'agriculture, de l'industrie, de l'aménagement du territoire et de l'équipement... Ce ministère devrait en outre être doté d'un vrai budget et d'une administration propre.

En ce qui concerne l'énergie, je propose de lancer un grand débat national qui se conclurait par le vote, par référendum, d'une grande loi de programmation. L'ambition serait de faire partager par nos concitoyens l'objectif de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Cette loi s'articulerait autour de six axes prioritaires :

1-Un programme d'économie et d'efficacité énergétique, pour les transports et l'habitat.

Pour le logement je m'engage à promouvoir un programme de rénovation thermique du parc de logements existant, public comme privé, et de revoir les normes HQE afin de les rendre plus efficaces et de les généraliser dans les nouveaux programmes de logements, que nous savons indispensables pour faire face à la crise actuelle.

En ce qui concerne les transports, je m'engage à favoriser les transports collectifs urbains et interurbains, à développer le ferroutage, le transport fluvial et le cabotage maritime afin de libérer les routes et les autoroutes du transport des marchandises. Je m'engage à promouvoir un moratoire sur les autoroutes dont la gestion redeviendra publique.

2-Un ambitieux programme de recherche, d'expérimentation et de production de toutes les énergies renouvelables, avec comme ambition d'aller vers une production recouvrant 25% des besoins d'ici 2020.

3-Avancer, grâce à la recherche et la démocratie et dans la transparence la plus totale, vers un nucléaire propre et sécurisé. Je suis convaincue que l'EPR et les générateurs de la quatrième génération pour la fission, ITER pour la fusion, pourront y contribuer.

4-Constituer un pôle public autour D'EDF et GDF unifiés et renationalisés pour mettre en œuvre cette ambition. Ce pôle travaillerait sous le contrôle d'une Haute Autorité de l'énergie pluraliste et citoyenne.

5-Dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité plus juste socialement, instaurer une fiscalité incitative en faveur du développement durable dont il faudra veiller à ce qu'elle ne pénalise pas les revenus modestes.

6-Agir pour la création d'une agence européenne de l'énergie et pour la refonte des agences mondiales au service de la même ambition:assurer le droit de tous à une énergie propre et durable.

Comme l'énergie, l'eau n'est pas une marchandise. Dans notre pays, la domination des grands groupes privés sur l'eau potable est écrasante. Les consommateurs paient des sommes considérables alors que la qualité de l'eau se dégrade. Pour sortir de cette logique inacceptable, je

propose d'engager, avec les collectivités locales, un processus de réappropriation publique des services de l'eau et de l'assainissement. Enfin notre pays doit travailler à de nouvelles coopérations internationales afin de permettre à tous les peuples d'accéder à l'eau.

Une autre question me préoccupe beaucoup, celle de la perte accélérée de la biodiversité. Sa protection doit devenir un objectif prioritaire. Cela doit se faire sur l'ensemble du territoire, et partout où la France a des responsabilités. Je pense notamment aux parcs nationaux et régionaux, au renforcement de la loi littoral, à la protection des milieux humides. Il faut protéger les sols des pollutions agricoles et industrielles. Pour l'agriculture, il faut aller vers la suppression des pesticides et des fongicides et interdire la culture des OGM en plein champ, tout en poursuivant la recherche. La protection de la ressource halieutique doit se faire avec toutes les parties concernées, scientifiques et pêcheurs notamment.

Pour mener à bien l'ensemble de cette démarche, je veux insister sur la nécessité de développer d'immenses efforts de recherche, et notamment de recherche publique. Ce qui suppose une autre politique que celle menée actuellement sur le sujet, en terme de moyens et de finalités.

Rien ne se fera sans l'apport des citoyens. C'est pourquoi, à tous les niveaux, une réelle démocratie participative et citoyenne devra être instaurée. C'est un enjeu majeur pour le développement durable et solidaire de la planète. Je propose d'agir dans deux directions :

- d'impulser un développement de la démocratie locale afin de garantir aux citoyens les droits d'information, de coélaboration, et de contrôle des décisions et d'aménagement d'infrastructure , d'urbanisation....

- De fournir aux élus locaux grâce à une réforme de la fiscalité locale les moyens de répondre aux besoins sociaux tout en préservant l'environnement et la qualité de vie.

- Réformer le statut des entreprises publiques et privées notamment en associant les salariés, les élus locaux, les usagers à la gestion des entreprises. Les salariés doivent aussi pouvoir mesurer l'impact écologique de la production de leur entreprise, son utilité, ses risques industriels et sur la santé des travailleurs, afin qu'elles obéissent à des critères sociaux et environnementaux.

En conclusion, je tiens à rappeler combien, pour moi, l'urgence écologique obéit à la même nécessité que celle qui me conduit à répondre à l'urgence sociale. Loin de les opposer, je considère qu'il s'agit d'un seul et même impératif, combattre le libéralisme et le productivisme et leur cortège de misère, de régression sociale et de destructions environnementales.

Pour cela, nous avons besoin de propositions fortes. J'en ai développé quelques unes devant vous.

D'autres sont probablement aussi intéressantes. Mais sans le courage politique de faire reculer la loi de l'argent et d'affronter les puissances financières, rien ne sera possible.

C'est bien ce courage qui consiste à opposer concrètement à la loi de l'argent une autre conception de la société, solidaire et durable, que je veux défendre.

Je vous remercie"

Marie-George Buffet,
Candidat de la gauche populaire et antilibérale.